

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 22/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IPM FRANCE

10 route de Belfort
25600 Vieux-Charmont

Références : UID257090/SPR/JP/2025-0522A
Code AIOT : 0005901937

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement IPM FRANCE implanté 10 rue de Belfort 25600 Vieux-Charmont. L'inspection a été annoncée le 09/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la démolition de 4 bâtiments « historiques » du site IPM de Vieux-Charmont. Tout comme pour les travaux réalisés courant 2023, c'est pays de Montbéliard agglomération qui est mandaté pour leur réalisation.

Il s'agit des bâtiments :

- **B1**, le bâtiment le plus au Nord : Ancienne usine d'horlogerie, puis logement de gardien puis infirmerie ;

- **B15**, le bâtiment en forme de « L » au centre-Nord : Bâtiments résidentiels ;
- **B12**, le bâtiment au Sud-ouest : Stockage d'huiles et produits de traitement de surface ;
- **B9**, le bâtiment à l'Est : Outillage puis maintenance et bureaux.

Un ensemble de prestations ont fait l'objet d'études dans le cadre d'application de la norme NF X31-620-2 comportant la remise d'un rapport par l'intermédiaire d'un bureau d'étude certifié en sites et sols pollués. Le présent rapport remis fournit notamment :

- le contexte environnemental du site ;
- les données historiques retrouvées ;
- la synthèse des études environnementales passées ;
- les conclusions sur l'adéquation du projet avec les pollutions présentes ;
- les préconisations quant aux suites à donner.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IPM FRANCE
- 10 rue de Belfort 25600 Vieux-Charmont
- Code AIOT : 0005901937
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

IPM, Société née il y a plus de 150 ans, en 1868.

A l'origine du site, Marti fabriquait des mouvements horlogers. La fabrication d'axes de pistons lancée en 1904 et l'activité horlogère cesse en 1945 : Marti fournit alors des pièces de précision pour l'automobile.

IMP France est spécialisée dans la fabrication d'axes de pistons pour moteur thermiques automobiles.

L'activité est la fabrication de pièces cylindriques de précision (axes de pistons). Les différentes étapes sont notamment la forge à froid, l'usinage, du traitement thermique, mais également de la rectification et de l'assemblage.

Les grandeurs caractéristiques de l'activité pour l'année 2023 sont une production de 400 000 pièces par an pour 1 000 à 2 000 T de matière approvisionnée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des conditions d'exploiter	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	supprimé	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	Sans objet
3	supprimé	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	Sans objet
4	supprimé	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'instar des travaux menés en 2023, la réalisation de ces nouveaux travaux est confiée à Pays de Montbéliard Agglomération (PMA), mandatée à cet effet.

L'exploitant ICPE accompagne PMA dans l'ensemble des démarches.

À l'exception de l'ancien bâtiment de maintenance en cours de dépollution, les trois autres bâtiments sont aujourd'hui vides, et les sources de danger ont été supprimées (alimentation électrique, stockage de matières combustibles, zones dégradées, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des conditions d'exploiter

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.181-46
Thème(s) : Risques chroniques, modification des conditions d'exploiter (réduction d'activité)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de contrôle détail les constats réalisés relatif à la mise en sécurité des installations dans le cadre de la modification des conditions d'exploiter au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement selon le principe de réduction d'activité (sans passage de seuil) détaillé à l'alinéa IV de l'article R.512-75-1.</p> <p>Dans le cadre de la modification des conditions d'exploiter déclarée par l'exploitant, consistant en une réduction d'activité impliquant la libération de terrains bâtis antérieurement affectés à l'exploitation d'installations classées, une mise en sécurité des bâtiments concernés a été engagée, conformément aux dispositions prévues à l'article R.512-75-1 IV.</p>

Cette visite de site a permis de mettre en évidence les informations suivantes :

• **Bâtiment B1 :**

❓ Le premier bâtiment au Nord-Ouest était un ancien appartement. L'escalier menant au premier étage est effondré ;

❓ Le deuxième bâtiment (**hors spectre de la cessation 2025**) correspond à une zone de bureaux et d'anciens garages. (petit transformateur au fond à droite du bâtiment est encore en fonctionnement, une fosse de visite, une ancienne chaufferie (actuellement au gaz) est également accolée à ce bâtiment mais n'est plus en fonctionnement ;

• **Bâtiment B9 :**

Absence d'activité d'usinage depuis 1980, le bâtiment est utilisé épisodiquement pour du stockage de palettes et cartons en faibles quantités avec quelques déchets (mobiliier notamment). Un transformateur hors service est encore présent sur l'Ouest du bâtiment. Des fosses d'anciennes machines sont présentes. Au sol des traces de fuites sont visibles en plusieurs endroits de la dalle, qui reste globalement en bon état ;

• **Bâtiment B12 :**

Utilisé dernièrement pour de faibles stockages divers (palettes, cartons, matériel, etc.). Il ne semble pas présenter d'indice de présence de cuves ou autres installations pouvant être source de pollution. La dalle bétonnée est en bon état ;

• **Bâtiment B15 :**

Utilisé comme garage à vélo. Le sol du bâtiment est une dalle bétonnée en bon état, sans trace d'écoulements apparent. Le bâtiment est accolé à un petit bâtiment en façade Nord contenant le poste transformateur de livraison du site en fonctionnement.

Les constats suivants ont été réalisés :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents :

L'exploitant a procédé à une campagne d'évacuation des produits dangereux et des déchets présents dans les bâtiments concernés par la cessation d'activité, à savoir les bâtiments B1, B9, B12 et B15, ainsi que sur les secteurs périphériques libérés. Il est précisé que cette cessation partielle d'activité s'inscrit dans le cadre de la transformation progressive du site.

- **Bâtiment B1** (ancienne loge du gardien uniquement sans la partie atelier) : vide de toute activité. Les anciens équipements ont été démontés. Aucun déchet ou produit résiduel n'a été relevé sur place.
- **Bâtiment B9** (ancien locaux de maintenance) : objet d'une opération de désamiantage encadrée par PMA. À l'issue du chantier, le bâtiment devrait être rasé. Aucun stockage pérenne n'y est maintenu ; seuls sont présents temporairement des équipements liés au chantier en cours, sous la responsabilité d'un prestataire habilité.
- **Bâtiment B12** (ancien bâtiment de stockage) : intégralement vidé. Aucun produit ni déchet dangereux n'a été constaté.
- **Bâtiment B15** (ancien garage VL) : ne contient aucun produit ni équipement actif. Une cuve enterrée de 6 000 L subsiste à proximité immédiate, mais n'est pas directement incluse dans le périmètre de cessation. Aucun stockage ni activité n'est toutefois maintenu dans le bâtiment lui-même.

Concernant les zones périphériques libérées, des vérifications ont été opérées par l'inspection en lien avec l'exploitant. Aucun stockage de produits ou déchets dangereux n'a été constaté. Le démantèlement de deux cuves à fioul de 30 000 litres situées sur la friche nord a été réalisé antérieurement (lors des phases précédentes de réhabilitation du foncier).

L'ensemble des bâtiments et zones en cessation partielle sont donc vides de leurs éventuelles produits et de leurs déchets.

2° Des interdictions ou limitations d'accès :

L'accès au site est limité à un portail unique, qui reste fermé hors période d'activité. L'ensemble du périmètre du site est clos par une clôture métallique remise en état courant 2024. Aucune brèche n'a été constatée durant la visite (l'ensemble du pourtour n'ayant pas été spécifiquement parcouru durant cette visite). La surveillance du site est complétée par un système de vidéosurveillance actif. L'installation d'un système renforcé (76 caméras) est prévue courant 2025.

Concernant les bâtiments libérés :

- **B1** : accès bloqué par chaîne et cadenas. L'escalier métallique d'accès à la mezzanine, jugé instable, a été retiré afin de prévenir tout accident.
- **B9** : sécurisé dans le cadre du chantier de désamiantage. Les portes sont métalliques et verrouillées, et les abords de la zone sont balisés et interdits au personnel non autorisé.
- **B12** : accès verrouillé par moyen mécanique (barre métallique en travers de la porte). Ce dispositif doit être remplacé prochainement par un cadenas.
- **B15** : la porte a été retirée pour cause de vétusté. Aucun produit ou équipement sensible n'étant présent à l'intérieur, le bâtiment est sans risque immédiat (ancien garage VL).

L'exploitant a indiqué intégrer prochainement une vérification mensuelle de l'intégrité de la clôture et réaliser des rondes internes de surveillance dans le cadre de son audit HSE.

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion :

Aucun produit inflammable, combustible ou susceptible de générer un incendie ou une explosion n'est maintenu dans les bâtiments concernés. L'ensemble des produits combustibles ont été évacués, les installations consignées, et les équipements dangereux démontés.

Les opérations suivantes ont été menées :

- Consignation de l'alimentation électrique : réalisée sur les bâtiments concernés par un prestataire agréé, avec présentation des certificats de consignation le jour de la visite ;
- Bâtiment B9 : consignation effectuée le 09 avril 2025, certificats transmis ;
- Bâtiments B1, B12 et B15 : consignation effectuée le 06 mai 2025, documents fournis ;
- Évacuation des produits combustibles composé d'anciennes palettes en bois via les bennes de gestions des déchets en place à demeure sur site (visualisé le jour de la visite) ;
- Extincteurs : maintenus temporairement à proximité des bâtiments, notamment pour sécuriser les chantiers (désamiantage, démontage) ;
- Poste de transformation : un poste HTA subsiste sur la façade nord du bâtiment B15, alimentant les installations encore en exploitation. Ce poste n'est pas concerné par la cessation ;
- Aucune bouteille de gaz, produit chimique résiduel ou équipement sous pression n'a été constaté dans les zones en cessation.

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un

diagnostic proportionné aux enjeux :

L'exploitant a engagé une concertation avec un bureau d'études spécialisé afin d'établir un plan de surveillance environnementale proportionné aux enjeux résiduels sur site. Une note de cadrage est en cours d'élaboration et sera transmise à l'inspection une fois finalisée.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un porter à connaissances en date du 11/06/2024 pour la démolition de 2 bâtiments, il a également transmis le rapport SEMACO Environnement du 10 juin 2024 référencé R-24-0024/a/v1 et intitulé « projet de démolition de 4 bâtiments – synthèse des études environnementales passées », celui du 25 juillet 2024 référencé R-24-0024-b/v1 et intitulé « projet de démolition de 4 bâtiments – investigation sur le milieu sol » et celui du 24 janvier 2025 référencé R24-0024/c/V1 et intitulé « projet de démolition de 4 bâtiments – diagnostic de sol complémentaire et plan de gestion ». Ces documents nécessitent d'être complétés et font l'objet d'une demande de compléments distinctes qui est transmise en parallèle du rapport d'inspection.

Conclusion :

Les opérations de mise en sécurité conduites dans le cadre de la réduction d'activité sont conformes aux exigences de l'article R.512-75-1 IV du Code de l'environnement dans l'attente de confirmation des points en suspend (Cf. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat). L'absence de substances dangereuses et déchets, la sécurisation des accès, la suppression des sources d'incendie ou d'explosion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira aux services de l'Inspection des Installations Classées :

- la trame mise à jour de vérification mensuelle de l'intégrité de la clôture et de la réalisation de rondes internes de surveillance dans le cadre de son audit HSE ;
- les propositions émanent de la concertation avec un bureau d'études spécialisé afin d'établir un plan de surveillance environnementale proportionné aux enjeux résiduels sur site ainsi que les éléments de réponse à la demande de compléments de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : supprimé

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Prescription contrôlée : Ø
Constats : Ø
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : supprimé

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Prescription contrôlée : Ø
Constats : Ø
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : supprimé

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Prescription contrôlée : Ø
Constats : Ø
Type de suites proposées : Sans suite